

Fissures dans la mosaïque libanaise

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Historiquement, la mosaïque ethno-religieuse du Liban a réussi à se maintenir en maintenant un équilibre délicat : la constitution de ce pays prévoit un président chrétien, un Premier ministre sunnite et un président de l'Assemblée nationale chiite. Cet équilibre a été régulièrement ébranlé par des allégeances à des puissances étrangères et par des ingérences externes. Aujourd'hui, ce pays est mis en danger par l'emprise de l'Iran.

Après l'assassinat du Premier ministre sunnite Rafiq Hariri en février 2005, les Libanais exigèrent et obtinrent le départ des troupes d'occupation syriennes présentes depuis 1989¹. La coalition du 14 mars formée par son fils Saad Hariri remporta les élections. Lorsque le tribunal international s'apprêta à faire enquête sur l'assassinat de Rafiq Hariri, le Hezbollah amorça une guerre contre Israël en 2006. Cette guerre dura trois semaines et les 4 000 missiles tirés par le Hezbollah contre les cités israéliennes firent 40 victimes. Fort de cette « victoire », Le Hezbollah entra en force à Beyrouth en mai 2008, il s'arrangea pour paralyser graduellement le gouvernement auquel il se joignit en 2009.

Par le passé, le général chrétien Aoun militait pour sauver le Liban de l'emprise syro-iranienne. Mais il changea son fusil d'épaule, probablement en raison de la perception de désintérêt du président Obama de la région. Il décida de jouer la carte iranienne et, avec le concours du Hezbollah, obtint au Parlement la majorité des deux-tiers des votes nécessaires pour se faire élire président. C'est ainsi que depuis décembre 2016, le Liban est gouverné

¹ Les accords de Taïef de 1989 étaient destinés à mettre fin à la guerre civile iranienne.

de facto par un cabinet contrôlé par le Hezbollah chiite et son allié chrétien Michel Aoun.

L'Arabie saoudite qui voit en la mainmise du Liban par l'Iran un autre recul des Sunnites a mis fin au financement de l'armée libanaise et a encouragé le Premier ministre sunnite Saad Hariri à démissionner. Ce dernier est contraint de gouverner avec le Hezbollah qui a déplacé des populations sunnites en Syrie et à qui l'on attribue l'assassinat de son père (un tribunal international a accusé 5 membres du Hezbollah de cet assassinat). Saad Hariri ne peut faire fi ni de l'Arabie saoudite qui veut confronter le Hezbollah à tout prix ni même de la protection saoudienne à la communauté sunnite du Liban.

Le Premier ministre Hariri s'est exprimé contre les interventions du Hezbollah contre les pays arabes : « Nous n'accepterons pas les prises de position du Hezbollah qui affectent nos frères arabes ou qui visent la sécurité et la stabilité de leurs pays » a-t-il déclaré à son retour au Liban après avoir suspendu sa démission surprise donnée à Riad en date du 4 novembre. C'est à cette condition qu'il continuera à exercer ces fonctions au sein du présent gouvernement.

Par ailleurs, un missile balistique a été tiré du Yémen contre la capitale saoudienne le 4 novembre. À la suite de cet événement, la Ligue arabe s'est réunie le 19 novembre et a qualifié le Hezbollah d'entité terroriste ; au terme de la réunion tenue le 26 novembre à Riad par l'Alliance militaire islamique pour combattre le terrorisme, 40 ministres de la défense se sont engagés à éradiquer le terrorisme. En outre, le sultan saoudien Mohamed Ben Salman a qualifié le guide suprême iranien de second Hitler.

Aujourd'hui, le président chrétien Aoun tente tant bien que mal de ménager la chèvre et le chou : il avance que le Hezbollah a un rôle en prétextant une prétendue menace israélienne qui ne convainc personne. Tout au contraire, c'est l'entière responsabilité du Liban qui est mise en danger lorsque ce pays est à la remorque du Hezbollah.

Déjà le président iranien Rouhani se targue de ce que rien ne se fait dans les pays arabes et notamment au Liban sans l'approbation iranienne. Advenant le cas où les médiations européennes et notamment française de la crise libanaise n'abonderaient pas dans sa direction, l'Iran a fait savoir par l'intermédiaire du commandant adjoint des Gardiens de la Révolution Hossein Salami, qu'il n'aura aucune difficulté à augmenter la portée de ses missiles balistiques à plus de 2000 km pour atteindre les capitales européennes.

Tant qu'il a joué la carte de la neutralité et le respect de la diversité, le Liban a réussi à maintenir une certaine stabilité. Or, le Hezbollah dispose d'une armée parallèle qui est indépendante du gouvernement. Il est intervenu en Syrie pour maintenir le régime du dictateur syrien Bachar Al-Assad, s'associant ouvertement tant aux milices chiïtes contrôlées par l'Iran qu'aux Houtis du Yémen².

L'équilibre libanais est aujourd'hui rompu du fait que le Hezbollah est devenu le cheval de Troie iranien au pays des Cèdres. Il n'est pas assuré qu'un compromis relatif à la neutralité du Liban puisse voir le jour.

² L'Arabie saoudite a empêché ces derniers de prendre le contrôle du détroit de Bab el-Mandeb ; mais sur le terrain, les résultats sont moins décisifs et la population yéménite souffre de cette guerre irano-saoudienne en pays tiers, comme c'est le cas en Syrie et en Irak.